XVme Année. — N° 375 PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS Genève, 10 JANVIER 1914

LE RÉVEIL

COMMUNISTE-ANARCHISTE

SUISSE ET ITALIE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 3.— ; Six mois, fr. 1.50
Le numéro : 5 centimes

Adresser lettres et communications :
RUE DES SAVOISES, 6
GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
ABONNEMENTS : Une année, fr. 5.— ; Six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Fête Pédagogique de l'Ecole Ferrer

La cinquième fête pédagogique de l'école Ferrer aura lieu *dimanche 1er février 1914*, à neuf heures et demie du matin, au local, rue Madeleine, 16, Lausanne.

L'instituteur Avennier fera avec les élèves une démonstration sur l'enseignement de la langue maternelle. Le camarade Wintsch donnera quelques renseignements sur la santé des enfants de la classe ouvrière. Chants, exposition des travaux d'enfants et des nouveaux appareils scolaires.

Le même jour, même local, à 2 heures de l'après-midi, *Assemblée générale de la Société de l'Ecole Ferrer* Des questions de réorganisation de l'Ecole Ferrer, très importantes sont à l'ordre du jour. Nous comptons que les groupes hors de Lausanne enverront des délégués et que tous les membres adhérents seront présents.

La Commission pédagogique.

La Grève générale

Lutte politique et Lutte économique

On discute à l'ordinaire si c'est l'oppression économique qui engendre l'oppression politique, ou vice-versa.

L'*Association Internationale des Travailleurs* voulant affirmer que le changement de régime politique n'avait jamais produit et ne pouvait produire l'émancipation des travailleurs, proclamait que la sujétion économique est la cause de l'oppression politique et de tous les maux sociaux. Elle exprimait ainsi la pensée de tous les socialistes, anarchistes ou non.

Plus tard, quand les socialistes parlementaires limitèrent la lutte politique à une lutte électorale pour la conquête des pouvoirs publics par pénétration dans les corps législatifs, les anarchistes acceptèrent par erreur la définition des adversaires en y ajoutant, pour bien se distinguer d'eux, qu'ils ne faisaient pas de politique. Et plus tard encore, les syndicalistes prenant des anarchistes la lettre plutôt que l'esprit, affirmèrent comme un principe inébranlable que la lutte économique suffit à l'émancipation, suffit à tout et affectèrent, du moins en théorie, indifférence ou mépris pour l'action politique.

Au fond il ne s'agit que d'une distinction artificielle, scolastique, pouvant bien comprise, être utile pour définir les divers aspects, les différents moments de la mêlée sociale ; mais elle peut être aussi, et a été cause d'une grande confusion d'idées et de nombreuses erreurs pratiques lorsqu'elle laisse croire à une distinction fondamentale qui en réalité n'existe pas, car exploitation économique des travailleurs et oppression politique sont deux faits inséparables ou plutôt deux aspects d'un même fait : la sujétion de l'homme à l'homme ; la soumission des vaincus aux volontés et aux intérêts des vainqueurs.

Il n'en saurait être autrement. Il serait inutile, onéreux, impossible de maintenir dans la sujétion des hommes dont on n'exploiterait pas le travail, de même qu'il serait impossible d'ôter à quelqu'un le produit de son travail si on ne pouvait le contraindre par la force à se laisser dépouiller.

Le régime politique, qui à son origine se réduisait à l'usage direct et personnel de la force brutale par le plus fort, voulant jouir du travail d'autrui, est aujourd'hui un mécanisme compliqué de gouvernement ; mais il reste toujours le moyen essentiel par quoi la force brutale est mise en œuvre pour la défense des privilèges acquis ou pour en conquérir de nouveaux.

Tour à tour, selon les moments historiques et les circonstances locales, tantôt ce sont les classes déjà nanties de la terre et du capital qui organisent la force armée, le gouvernement selon leurs intérêts, comme cela se passe généralement de nos jours dans les pays civilisés ; tantôt ce sont les gouvernants et ceux qui ont le plus d'influence sur eux, qui se servent de la violence pour conquérir des terres nouvelles et de nouveaux esclaves comme c'est le cas aujourd'hui pour les expéditions coloniales. Mais toujours, domination politique et privilège économique sont étroitement liés et s'assurent leur établissement et leur maintien réciproques. Et il est impossible de se débarrasser de l'un sans détruire l'autre.

Lorsque les républicains changent de régime politique en laissant subsister le privilège économique, même avec l'idée d'arriver ensuite à l'émancipation intégrale, ils constatent toujours — ils ont toujours constaté — que le nouveau régime est comme l'ancien, source et défense de privilèges économiques, et que la république remplit les mêmes fonctions que la monarchie. Et quand les syndicalistes organisent les travailleurs en vue de la lutte économique, pour réclamer et obtenir des conditions toujours meilleures et une part toujours plus grande du produit de leur travail et la gestion de leur production, dès que leurs prétentions atteignent de façon sensible les intérêts des capitalistes, ils se heurtent au gouvernement et à la troupe.

Voilà pourquoi la lutte doit être à la fois politique et économique et voilà aussi pourquoi il serait vain d'espérer l'émancipation économique sans renverser le gouvernement, de même qu'il serait vain de renverser celui-ci, si cela ne devait servir aux travailleurs à prendre possession de la terre, des instruments de travail et de toute la richesse existante.

* * *

En réalité, malgré les théories et les différences verbales, ces vérités ont été plus ou moins clairement comprises par tous ceux qui, depuis l'*Internationale* jusqu'à nos jours, ont lutté pour l'émancipation des travailleurs.

Tous ont compris qu'en fin de compte la société actuelle s'appuie sur la force et qu'il importe de trouver le moyen de paralyser ou de vaincre cette force dont disposent les oppresseurs. L'insurrection armée est le moyen antique, traditionnel, par lequel, à travers l'histoire les opprimés ont de tout temps mis en déroute les oppresseurs. Et si malheureusement, les insurrections victorieuses n'ont pas donné l'émancipation du peuple, cela n'a pas dépendu de l'insuffisance du moyen employé, mais du programme suivi pour les insurrections, et de ce qui a été fait, ou plutôt pas fait, après la victoire. Cependant, comme avec le perfectionnement des armes et des moyens de communication et la grande puissance de répression qu'il donnait aux gouvernements, l'insurrection apparaissait de plus en plus difficile, on songea à d'autres moyens ; et parmi ceux-ci l'idée de grève générale fut en grande faveur.

Et la grève générale employée en temps et lieu, avec la préparation nécessaire et lorsque l'opinion publique est disposée à l'accepter, est réellement un moyen puissant d'action soit dans les luttes occasionnelles pour obtenir une plus grande liberté et réfréner l'exploitation patronale, soit dans la lutte finale pour conquérir la liberté et la justice intégrales.

Mais on a eu le tort de présenter cette grève comme le subrogé de l'insurrection. Et on a parlé de grève des bras croisés ; on a dit vouloir par la grève affamer la bourgeoisie pour la rendre à discrétion. Et l'on étudiait des moyens de prolonger la grève des travailleurs jusqu'à capitulation par la faim, des patrons et des gouvernants.

C'est ainsi que l'on cessa de penser à l'insurrection, d'y préparer les esprits et d'étudier les moyens pratiques pour la rendre victorieuse ; plus encore, dans l'intérêt de la propagande pour la grève, on exagéra la puissance des armes dont disposait le gouvernement pour passer sous silence la puissance de celles qui sont à la portée du peuple.

Puis, même les plus exaltés partisans de la grève générale commencèrent à comprendre la sottise d'espérer par les bras croisés, en s'abstenant simplement du travail, réduire les bourgeois à merci ; les prolétaires mourraient de faim longtemps avant que les bourgeois soient seulement incommodés et en tous cas le gouvernement interviendrait avec la violence, en dépit de l'attitude pacifique des grévistes et même avec d'autant plus de violence qu'il aurait à craindre moins de résistance.

Et alors, ils nous dirent à nous anarchistes qui restions insurrectionnels impénitents, que la grève générale n'était qu'un nouveau mot pour dire révolution, et qu'elle devait être violente, insurrectionnelle, expropriatrice.

C'était évidemment un progrès ; mais reste toujours l'inconvénient que n'entendant plus parler d'insurrection, le monde cesse d'y penser et ne soit plus disposé et prêt quand l'occasion se présentera.

* * *

Maintenant, il semble que finalement les révolutionnaires, même ceux qui ne sont pas anarchistes, pensent qu'il est temps de parler franchement de révolution et d'insurrection, et de présenter la grève générale définitive non plus comme une substitution de l'insurrection, mais comme un moyen d'attirer le peuple dans la rue, de provoquer l'insurrection et d'en faciliter le succès.

Il faut donc étudier la grève au point de vue révolutionnaire et le faire de telle sorte qu'en temps voulu elle serve aux fins révolutionnaires.

La grève générale (et naturellement il ne faut pas prendre le mot générale dans le sens absolu mais dans celui de *aussi générale que possible*) est le meilleur moyen que nous puissions souhaiter pour lancer l'insurrection ; non seulement parce qu'elle engage de grandes masses de peuple sur tous les points du pays et oblige le gouvernement à disperser ses forces et peut par mille moyens paralyser celles ci, mais encore et surtout parce que dès le début elle pose a question économique et empêche le mouvement de se terminer par un simple changement politique.

Mais il faut qu'elle soit faite dans un but insurrectionnel, devienne immédiatement insurrectionnelle, puisque, ou les grévistes s'empareront des denrées et pour ce faire devront affronter les forces du gouvernement et les bourgeois même armés défendant *leurs* biens, ou ils seront bientôt forcés par la faim à se rendre.

La masse des grévistes pourra très bien ne pas avoir l'intention de s'insurger, mais s'il se trouve des groupes préparés pour prendre l'initiative, la masse fera comme toujours, elle suivra les plus audacieux. Et pour que l'insurrection faite au moment de la grève générale ne se termine pas en un désastre même après la victoire matérielle, il importe que la grève soit conduite de façon à ne pas nuire, ou du moins à nuire le moins possible, aux intérêts, aux besoins du lendemain, en d'autres termes, il faut que les travailleurs en grève et soulevés se rappellent qu'au lendemain de la victoire tout sera à eux et qu'ils devront pourvoir à tout. Or donc, ils ne devront détruire que ce qui sera strictement nécessaire pour assurer la victoire, mais conserver jalousement ce qui devra, pendant et après l'insurrection, assurer l'existence à tous.

Ainsi, lorsqu'il s'agit de révolution, et non de demander seulement quelques améliorations à

certains patrons, une grève générale de l'agriculture comportant le refus d'ensemencer la terre, ou d'en recueillir les produits, ou de soigner le bétail, serait absurde, puisque si on ne faisait pas la récolte et laissait mourir de faim les animaux il n'y aurait plus moyen de vivre. Ensuite, la *grève agraire* ne devrait pas être une véritable grève, mais le refus aux propriétaires de s'approprier la récolte, puis la saisie des produits qu'ils ont déjà pris.

Il pourra être utile d'entraver le service des chemins de fer pour empêcher le gouvernement de transporter des troupes et les bourgeois de s'en servir selon leurs commodités, mais il serait imprudent, sauf en cas de nécessité absolue, de faire sauter les ponts ou de faire d'autres dégâts graves susceptibles d'empêcher ensuite l'approvisionnement des grandes villes.

Et surtout il serait dangereux, mortel, de détruire ou de gâcher les denrées alimentaires.

* * *

Nous soumettons les observations qui précèdent à tous les révolutionnaires, et surtout aux syndicalistes, lesquels s'étant pour ainsi dire spécialisés dans la question de la grève générale, peuvent, selon la tactique employée, faire beaucoup de bien ou porter un préjudice énorme à la cause de la révolution.

Errico MALATESTA.

P. S. — Nous discuterons dans un prochain numéro les idées émises par le camarade Malatesta. Disons de suite, sans faire une question oiseuse de mots, que l'action économique révolutionnaire telle que nous la comprenons implique, comme l'indique Malatesta lui-même, la *destruction* mais non le *remplacement* du pouvoir politique actuel par un nouveau pouvoir. Il y a une économie communiste à substituer à l'économie capitaliste, mais nous ne concevons certes pas un régime politique anarchiste venant remplacer l'Etat bourgeois. Notre action n'est ainsi pas politique, mais antipolitique. En d'autres termes, l'un des caractères essentiels de l'anarchie est la négation de la politique.

Notes en marge

Pour la « Vie Ouvrière ».

Notre opinion sur l'élection De Ambris, le « député antiparlementaire », a provoqué une vive colère chez le rédacteur de la *Vie Ouvrière*, qui écrit :

« Nous savions que cette bave couvait sous le manteau. On a ose enfin la cracher franchement. » « ...nous sommes un certain nombre qui serions heureux de connaître l'auteur de cette saleté ; nous voudrions savoir en outre, si tout le monde, tant au *Réveil* de Genève qu'aux *Temps Nouveaux*, — qui a reproduit ce filet, — souscrit à ces calomnies, contresigne cette bave d'enragé. » « Nous, nous ne permettrons pas qu'on lui fasse dire (à la prose de De Ambris), par esprit de coterie, par haine recuite de tendance, par rage maladive, le contraire de ce qu'elle dit. » « Il faut être aveuglé par la haine pour voir là un reniement ; il faut avoir le cœur empoisonné pour évoquer à ce propos la destinée de Briand. »

Faisons d'abord des heureux. La rubrique *Notes en marge* a toujours été rédigée par Louis Bertoni, ouvrier typographe. Mes initiales figurent au bas du dernier des filets, mais il arrive parfois que l'abondance des matières oblige à en renvoyer un ou plusieurs et il s'ensuit que le reste paraît alors sans signature. C'est une bien petite négligence du metteur en pages, dont je ne me suis jamais plaint.

Cela dit, je maintiens tout ce que j'ai écrit et suis certain que le camarade Max Clair n'aurait pas *marché* s'il avait été mieux renseigné.

Au surplus, voici l'opinion de De Ambris lui-même sur sa future candidature. En décembre 1908, à Marseille, au moment où il allait s'embarquer pour le Brésil, le prof. Dinale, autre syndicaliste, qui venait le saluer, eut avec lui cette conversation, rendue publique en son temps :

— Et si aux prochaines élections ta candidature était posée dans quelque collège ?

— Ma candidature n'aura jamais mon consentement : s'il y a des hommes qui croient à l'efficacité d'une élection de protestation, ils n'ont qu'à choisir un humble parmi tous ceux qui sont en prison.

— Mais lorsque tu étais à la rédaction du *Sindacato Operaio* ne t'es-tu pas insurgé contre les décisions du Congrès syndicaliste de Bologne, qui, en matière d'élections, affirma la nécessité de la neutralité absolue des organisations prolétariennes ?

— Oui, mais l'expérience a modifié mes convictions ; c'est pour cela que je ne suis pas intolérant envers les syndicalistes croyant encore aux élections : le temps les guérira.

Depuis lors, en Italie, la place de député qui, auparavant, était gratuite, comporte un traitement de 6000 francs, aussi de nombreux antiparlementaires ont-ils changé d'avis et sont... tombés malades.

C'est l'honneur des anarchistes de n'avoir jamais admis aucune équivoque, d'avoir toujours exigé cette droiture consistant à accorder les actes avec les opinions. Sans doute, il n'est donné à personne de vivre déjà conformément à un *idéal* qui *reste à réaliser*, mais nul n'est forcé de se faire élire député. Si, pour se soustraire à l'exil, on admet un serment de fidélité au roi, il ne nous reste plus qu'à applaudir à toute demande de grâce émanant de camarades en prison, d'autant plus que ce qu'ils doivent y endurer est autrement cruel que de vivre à l'étranger.

En somme, je n'ai eu que le tort de croire qu'il restait des anarchistes à la *Vie Ouvrière*.

Vive l'armée !

Malgré les fêtes de fin d'année, les tribunaux militaires n'ont pas pris de vacances, et celui de la sixième division, à Saint-Gall, a condamné un soldat à deux mois et demi de prison pour vol d'une somme inférieure à 40 fr. Un autre soldat a été frappé, pour violation de ses devoirs militaires, de 4 mois de prison.

Cela n'empêchera certes pas les citoyens de trouver de plus en plus lourds leurs « devoirs militaires » et de les violer en conséquence !

Encore un cadavre.

Genève est l'un des pays qui compte le plus grand nombre d'institutions de bienfaisance et où l'Etat aussi consacre une forte somme à l'assistance publique. Cela n'empêche pas les journaux de publier des nouvelles comme la suivante :

Hier matin, à cinq heures, M. Henri J., âgé de 38 ans, père d'une fillette de 11 ans, a mis fin à ses jours en s'asphyxiant dans son appartement, rue des Voisins, nº 10.

Depuis plus de huit mois, M. J. ne trouvait pas de travail ; il était à bout de ressources et, pour mettre son funeste projet à exécution, il profita de ce que sa femme et son enfant se trouvaient dans la chambre à coucher. Il s'enferma dans la cuisine et ouvrit le robinet à gaz. C'est seulement quelques heures après que sa femme, remarquant qu'il se dégageait une forte odeur de gaz de la cuisine, voulut s'y précipiter, mais se heurta à la porte close. Elle se rendit au poste des Savoises et prévint le brigadier Riondel, qui se rendit à l'appartement. Il enfonça la porte d'un coup de pied et ouvrit rapidement la fenêtre. C'était, hélas ! trop tard ; la mort avait fait son œuvre.

Faut-il que la misère endurée ait été atroce pour lui préférer ainsi la mort ! Et celle-ci est plus prompte à accourir que les philanthropes.

Argent bien placé !

Le mois dernier, les journaux nous ont appris qu'un riche industriel de Bruxelles, M. Solvay, avait alloué un million de francs pour la création de la Centrale d'éducation des syndicats.

Voilà un conservateur avisé, qui a compris que toutes les institutions des mômiers ne valent pas l'enrégimentation centraliste de nos soi-disant socialistes pour maintenir le peuple dans l'esclavage.

Provocation patronale.

La convention du Syndicat des manœuvres et maçons avec la Chambre syndicale des entrepreneurs étant arrivée à échéance le 31 décembre dernier, MM. les patrons, sans aucune discussion préalable avec leurs ouvriers, profitant de la morte-saison et de l'abondance de main-d'œuvre, viennent de faire afficher un règlement et un tarif nouveaux constituant une véritable provocation.

Les prix de l'heure ne sont nullement augmentés et les quelques concessions faites par le dernier tarif sont diminuées ou supprimées. Nos camarades, d'accord avec d'autres syndicats du bâtiment, ayant commencé depuis quelques mois une agitation pour la diminution des heures de travail, un article 5 du nouveau règlement dit « que la durée normale « de la journée de travail est *au minimum* « de dix heures » ! L'intention de provoquer devient ici évidente !

Il y a aussi un article 3 stipulant « que « le contrat de travail a la durée d'un jour. « Il est renouvelé tacitement le matin pour « le soir ».

Nous ne comprenons pas bien ce qu'espèrent les patrons par cet article, mais nous ne souhaiterions pas mieux que les ouvriers considèrent enfin leur contrat d'esclavage comme n'ayant que la durée d'un jour ! Car plus on voit les énormes difficultés à vaincre pour obtenir la moindre amélioration, plus on désespère du régime existant ! Et alors, avec un peu de confiance dans leurs propres forces et moyens, les exploités, au lieu de chercher éternellement de nouvelles adaptations à leur exploitation, pourraient en envisager la suppression.

Le rôle des permanents.

A propos des dernières grèves de Dublin, le correspondant du « Journal de Genève », écrit ceci :

Les grands syndicalistes sont, la plupart du temps, de véritables hommes politiques respectueux des hautes et belles traditions de la vie parlementaire de ce pays, où la parole donnée doit être tenue, coûte que coûte. Ne voit-on pas les leaders trade-unionistes en lutte perpétuelle avec les membres de leurs syndicats pour obtenir d'eux qu'ils remplissent fidèlement les engagements qu'ils ont pris vis-à-vis de leurs patrons ?

Oui, les « grands permanents » ont surtout pour but de maintenir le troupeau dans sa soumission. Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous nous en apercevons. Mais M. J. Coudurier, qui n'est pas un sot, saurait-il nous dire de quelle façon les gouvernants anglais ont tenu coûte que coûte la parole donnée vis-à-vis des innombrables populations conquises par eux ? Et ignore-t-il l'histoire tragique de l'industrialisme anglais, les véritables crimes commis pendant de longues années contre le monde ouvrier ?

Aujourd'hui, cela a quelque peu changé, grâce aux « hommes de désordre », qui n'ont pas voulu tenir l'engagement de rester esclaves. Le seul engagement auquel ces derniers ne doivent pas manquer est celui de recouvrer leur liberté par tous les moyens dont on s'est servi pour les en priver. L. B.

Souscription pour l'Ecole Ferrer de Lausanne

M. J. F., Lausanne	Fr. 50.—
Dr Pierrot	» 10.—

Maison communale de Plainpalais

Vendredi 9 janvier, à 8 h. 1/2 du soir

Grand Meeting

pour les ébénistes en grève

Orateurs français, italiens, allemands.

Le service militaire

Nous reproduisons ci-après un article de Marat, pour montrer en ce moment de « rectifications de tir » quelles étaient les idées d'un révolutionnaire au XVIIIe siècle. Lequel des fougueux parlementaires socialistes d'aujourd'hui oserait faire des déclarations aussi nettes et précises, ne prêtant à aucune équivoque ? De gros mots parfois, mais ne cachant qu'une désespérante pauvreté d'idées. Ecoutons donc l'un des rares hommes qui s'est dit « l'ami du peuple » en l'étant sincèrement et réellement :

Ce fut sans doute le plus heureux des événements qui mit aux citoyens les armes à la main pour recouvrer leur liberté ; mais, ne nous y trompons pas, le plus grand des malheurs serait qu'ils ne puissent les poser ; et jamais il n'y eut de projet plus ridicule que celui d'assujettir la nation entière à devenir un peuple de soldats.

Quoi ! tout Français, sans distinction serait tenu de consacrer quatre années de sa vie, comme le juste tribut qu'il doit à l'État ! Mais quel tort irréparable la perte du temps consacré aux armes ne ferait-elle pas à l'agriculture, aux manufactures, au commerce, aux arts, aux sciences ! Quel découragement ! quel dégoût ne suivraient pas l'obligation de renoncer aux

occupations qui font l'état des individus, les douceurs de la société, le charme de la vie!

Qu'on pense un peu aux suites d'un règlement qui condamnerait le manœuvre, l'artisan, l'ouvrier, à consacrer quatre années de sa vie au métier des armes pour s'acquitter envers l'État qui n'a rien fait pour eux, et dont il ne retire aucun avantage. Qu'on pense aux suites terribles de ce règlement mis en exécution contre des marchands, des négociants, des hommes de lettres, des savants, des artistes! Arrachés de leurs foyers, du sein de leurs familles, de leurs amis, de leurs connaissances, bientôt ils maudiraient une patrie qui les asservit au malheur; ils fuiraient leur terre natale et ils iraient chercher, dans les pays d'esclavage, le repos et le bonheur.

Vu politiquement, le projet du comité militaire est absurde; il est odieux, vu moralement.

Assujettir au même service et l'indigent et l'opulent, et l'homme qui a de vastes possessions et l'homme qui n'a aucune propriété, serait établir une loi inique, vexatoire, opressive; elle romprait toute proportion avec les avantages que les citoyens retirent de la société et les charges qu'elle leur impose, avec cette différence encore que le riche trouverait mille moyens de se faire exempter et que le pauvre resterait presque seul chargé de tout le fardeau.

C'est précisément ce qui est arrivé depuis la Révolution. Combien de malheureux ouvriers, de crocheteurs, de porteurs d'eau, qui n'ont que leurs bras pour toute fortune, ont été contraints de donner chaque quinze jours vingt-quatre heures pour garder les hôtels des riches qui les oppriment! Ordres tyranniques! Le comble de l'horreur de la part de ceux qui les ont donnés, et le comble de la bêtise de la part de ceux qui s'y sont soumis! Que des prédicateurs exaltés prêchent aux grands les devoirs du citoyen, à la bonne heure! mais il n'en est aucun pour les petits.

Où est la patrie de ceux qui n'ont aucune propriété, qui ne peuvent prétendre à aucun emploi, qui ne retirent aucun avantage du pacte social? Partout condamnés à servir, s'ils ne sont pas sous le joug d'un maître, ils sont sous celui de leurs concitoyens, et, quelque révolution qu'il arrive, leur lot éternel est la servitude, la pauvreté, l'oppression Que pourraient-ils donc devoir à l'État? Il n'a rien fait pour eux que de cimenter leur misère et de river leurs fers.

Ah! servez l'État, vous à qui il assure un sort tranquille et heureux; mais n'exigez rien de nous; c'est bien assez que le destin nous ait réduits à la cruelle nécessité de vivre parmi vous.

MARAT.

(*L'Ami du Peuple*, 24 novembre 1789.)

ICI ET LA

Infâmes voleurs.

Voici cinq ans que, par suite d'un tremblement de terre terrible, la ville de Messine était détruite de fond en comble, faisant disparaître d'un coup une centaine de mille habitants, laissant des quantités de malheureux sans abri. Par un fort élan de compassion dans tous les pays, des souscriptions multiples furent ouvertes, qui devaient permettre aux sinistrés survivants de se remettre un peu d'aplomb. Et de fait, des sommes énormes furent envoyées en Italie. Mais c'est le gouvernement qui s'attribua le monopole des distributions de secours.

Aussitôt on put prévoir l'épouvantable gabegie à laquelle l'argent donnerait lieu. Et nous fûmes ici de ceux qui avertirent les camarades de ne pas verser un sou dans ces fameuses souscriptions, parce que rien n'arriverait jusqu'aux Siciliens, parce que tout serait mangé par les autorités.

La réalité a vérifié une fois de plus la légitimité de notre opposition irréductible à toute œuvre gouvernementale. Une grande revue française, conservatrice essentiellement, l'*Opinion*, publie en effet un article d'un M. Albert Acrement, qui vient de visiter Messine et qui en rapporte ce qui suit: «....Je ne peux m'empêcher de questionner mon guide:

— Pourquoi ne relève-t-on pas plus vite Messine? Je comprends que le gouvernement italien ne veuille pas faire face à toutes les dépenses, mais n'y a-t-il pas eu des souscriptions, dont le total s'est élevé à un chiffre respectable de millions?

— Les habitants de Messine n'ont rien touché des souscriptions qui ont été faites pour eux.

— Mais alors... l'argent!...

— L'argent?... L'argent a servi à payer la campagne de Tripoli.

Voilà ce que certains guides de Messine racontent».

Pour que l'*Opinion* insère de tels propos, alors qu'elle est l'organe de gouvernants comme Doumer, il faut vraiment que la volerie soit patente. Et voilà comment finit toujours la philanthropie. On s'imagine donner pour des miséreux, ça tombe dans l'escarcelle des fabricants de canons, quand ça ne colle pas tout de suite aux mains des bureaucrates.

Philanthropie, gouvernement, militarisme, bureaucratie, tout cela est plus malfaisant que la peste, plus ignoble mille fois.

Le bon vieux temps.

En suivant les prescriptions de la Bible, les gens aboutissent aux pires imbécillités, quand ce ne sont pas des calamités. Au moyen âge — époque regrettée par les vrais croyants — on suivait scrupuleusement «le livre des livres», et comme il existait par exemple une parole de Dieu à Moïse: «Si un bœuf frappe de ses cornes un homme ou une femme et que la mort en soit la suite, le bœuf sera lapidé et sa chair ne sera point mangée» (Et. XXI, 28), comme l'Ecriture adresse souvent des malédictions aux bêtes, il s'est présenté de nombreux cas où l'on a fait des procès à des animaux, où on les a emprisonnés, pendus, décapités, brûlés.

Vous niez et vous doutez? Il vous paraît fou que «les oints du Seigneur», que ceux qui s'abandonnent à «l'intuition mystique», si chère aux philosophes actuels de la bourgeoisie Bergson et Cie se soient laissé aller à pareille sottise? c'est pourtant indubitable.

Tenez, en 1361, un porc ayant tué un enfant à Châtillon, près Oron, on l'emprisonna, puis il fut conduit à Lausanne, on lui fit un procès qui aboutit à une condamnation à mort. Le porc malchanceux fut pendu au gibet.

Un coq de Bâle, en 1474, fut accusé de sorcellerie et il fut brûlé vif. Son crime? Un crime affreux contre l'Eglise. Il avait, aux dires de témoins pieux et dignes de foi, il avait pondu un œuf! Cet œuf était diabolique, forcément. Le coq devait donc subir le sort des sorciers. Il le subit.

Au XIIIme siècle, à Coire, on fit un procès à des hannetons qui naturellement ne se présentèrent pas à l'audience. On leur nomma un avocat qui prouva que ses clients étaient des créatures de Dieu qui de temps immémorial avaient usé du droit de dévorer des feuilles. Et grâce à Dieu les hannetons furent acquittés. Les paysans n'avaient qu'à respecter ces parasites.

C'est ainsi que la religion a toujours favorisé les imbécillités et au fond la paresse. Car il est beaucoup plus facile de se plaindre des hannetons et de demander l'intervention d'en-haut, que de se mettre soi-même à détruire les vers blancs et les insectes. Quand on compte sur une force au-dessus de vous, au-delà de vous, en dehors de vous, on se passe de faire soi-même des efforts pour se tirer d'affaire. Religion et Travail sont aux antipodes. L'histoire des hannetons de Coire en est une preuve de plus, outre qu'elle dénote une ignorance crasse qui, malgré son grotesque, fait froid dans le dos.

Faisons tout pour nous éloigner à tout jamais du «bon vieux temps».

Bonne idée.

Le syndicat des platriers-peintres de Lyon possède depuis deux ans une «commission du lendemain de la grève générale». Cette commission a un double but: 1° l'éducation communiste de la corporation; 2° la préparation du syndicat à son rôle d'organisateurs de la production.

Et le même groupement ouvrier remet en circulation un ancien questionnaire de la C. G. T. de 1902 qui mérite d'être discuté de près et auquel chaque travailleur devrait s'efforcer de répondre clairement:

«1° Comment agirait votre syndicat pour se transformer de groupement de lutte en groupement de production?

«2° Comment opéreriez-vous pour prendre possession de l'outillage vous afférant?

«3° Comment concevez-vous le fonctionnement des usines et ateliers réorganisé?

«4° Si votre syndicat est un groupement de voirie, de transport de produits, de transports de voyageurs, de répartition de produits, etc., comment concevez-vous son fonctionnement?

«5° Quelles seraient, une fois la réorganisation accomplie, vos relations avec votre fédération de métier ou d'industrie?

«6° Sur quelles bases s'opérerait la distribution des produits et comment les groupes productifs se procureraient-ils les matières premières?

«7° Quel rôle joueraient les Bourses du travail dans la société transformée, et quelle serait leur besogne au point de vue de la statistique et de la répartition des produits?»

Voilà des sujets de discussion tout trouvés pour les syndicats qui ne veulent pas borner leur activité intellectuelle à la lecture des procès-verbaux et à la révision des statuts.

Avoir confiance en sa cause, se considérer comme sûr d'arriver à chef, envisager même toutes les possibilités communistes avec les hommes de notre époque, mais débarrassés du capitalisme et de l'autorité, parler sans cesse de l'épopée prolétarienne que sera la grève générale, penser à cette lutte grave, redoutable et sublime, vivre, en idées au moins, cet avenir si profondément socialiste, c'est à quoi il faut s'efforcer dans nos milieux. C'est le premier pas vers la révolution. La victoire est à ce prix.

Militarisation démocratique.

Et dire que les démocrates d'au-delà les frontières nous envient notre armée nationale! Savent-ils seulement où aboutit chez nous le système si perfectionné, si admirable, si démocratique des milices? Qu'on retienne le petit fait suivant:

A la dernière séance de décembre 1913 de la section de Jaman (Vevey) du Club Alpin suisse, un M. Seiler a lu un rapport sur la course officielle faite au Val de Binn et à l'Oldenhorn. A ce propos, le colonel Ruffieux a raconté qu'en faisant un service d'informations dans cette vallée, il s'était aperçu que les hommes valides seraient en temps de guerre appelés presque tous au service, et qu'il resterait bien peu de gens pour aider au ravitaillement de l'armée; le président de la commune lui fit alors remarquer que les femmes étaient accoutumées à porter de lourds fardeaux dans la montagne et qu'il les inscrivait toutes dans les services auxiliaires de l'armée.

Hein, comment trouvez-vous le bouillon? Un maire quelconque incorpore les femmes dans l'armée, de lui-même, d'office, maintenant déjà, en temps de paix, «chez nous», en plein pays suisse, en pays républicain et démocratique, avec une assurance et un calme parfaits, sans que personne n'en pipe mot et même ne s'en doute. La loi reste bien absolument muette sur une obligation pour les femmes de ravitailler les troupes. Qu'importe, la loi! Les tyranneaux de village font chacun dans leur coin leurs petits monarques absolus.

Et les droits du peuple?

Connais pas. Les dirigeants sont faits pour diriger. Ils dirigent les hommes valides dans les casernes, et le reste de la population dans les services auxiliaires. Ainsi l'armée démocratique mène tout droit à la militarisation générale, c'est-à-dire à la société militaire, à la pire forme de civilisation, à la barbarie guerrière tout simplement.

Voilà ce qui nous attend, si nous ne bougeons pas.

Le salut n'est ni dans les armées de métier, ni dans les milices, ni dans les armées permanentes. Il est en dehors de toute espèce de militarisme. Il s'agit de combattre celui-ci, de le détruire à fond, avant qu'il ne soit aggravé, développé, généralisé. L'effort antimilitariste est urgent plus que jamais. Pas un homme, pas une femme, et pas un sou, pour le militarisme.

Socialisme capitaliste.

Voilà deux mots qui, semble-t il, hurlent d'être ensemble. S'il ne s'agissait que de mots, ce serait peu de chose. Le malheur est qu'en réalité, nous marchons de plus en plus nettement, avec le socialisme des parlementaires et des réformistes vers la conquête du socialisme par le capitalisme, et cela par la volonté même, par les aspirations, les besoins des parlementaires et réformistes socialistes eux-mêmes.

Nous avons déjà signalé les entreprises banquières des social-démocrates allemands, les modèles qu'il fallait que tout le monde suive (*Réveil* du 29 novembre 1913). Aujourd'hui ce

sont d'autres modèles, qu'il fallait suivre, et qui s'embarquent dans la finance au nom du socialisme.

Les journaux socialistes belges du 7 décembre ainsi que le rapporte l'*Humanité* du 8, ont publié un appel en faveur d'une œuvre lancée par le Vooruit de Gand : la *Banque Belge du Travail*. Celle-ci à un caractère national. Le Conseil d'administration est composé de socialistes appartenant aux diverses régions du pays et tous les groupes du parti sont invités à s'y intéresser.

Voici comment s'exprime le Conseil :

« Il faut que la Banque belge du Travail réunisse le plus possible les capitaux des travailleurs. Pour faciliter les dépôts de fonds, la Banque belge du Travail est devenue titulaire d'un compte courant à la Banque nationale et au compte chèques postaux n° 850. Vous avez tous les moyens rapides, économiques et sûrs de lui envoyer vos fonds. En effet, les habitants d'une commune où la Banque nationale possède une agence peuvent y verser au crédit du compte Banque belge du Travail les sommes qu'ils lui destinent. Les habitants de toutes les localités verseront dans n'importe quel bureau de poste du pays au crédit du compte Chèques postaux n° 850. La banque emploie une partie notable de ses fonds à assurer le service financier des nombreuses institutions ouvrières qui ont déjà eu recours à elle. Elle escompte les traites de certains de leurs fournisseurs, leur facilite des ouvertures de crédits. »

Vous voyez ce dépôt de capitaux par les travailleurs belges dont les salaires sont en général dérisoires, comme ceux des ouvriers de la commune de Liège, qui compte cependant un échevin socialiste et où les employés du service municipal du gaz et de l'électricité reçoivent 4 francs par jour ! Mais c'est certainement sur les capitaux des coopératives, des sections du parti et des syndicats que compte la Banque belge du Travail afin « d'assurer le service financier » de ces institutions ouvrières. Il y a donc des intérêts financiers à développer dans le parti socialiste parlementaire, tout comme dans les entreprises bourgeoises ? C'est la déviation capitaliste du socialisme, le reniement dernier du socialisme, la négation même du socialisme, et l'adaptation définitive au régime capitaliste.

Il n'y a rien de réjouissant dans un pareil spectacle de lâcheté et de jeux de bourse. Et comme disait, en un moment de sincérité, le politicien Turati :

Tout est à recommencer. **B. T.**

Discussion

A propos du livre *Les Dieux ont soif*

Il y aurait beaucoup à répondre à l'intéressante lettre du camarade R., parue dans le dernier numéro du *Réveil*. Je me suis déjà expliqué dans deux longs articles; je n'ai en tout cas rien à y changer. Qu'on examine le livre incriminé.

J'avoue que moi aussi j'ai été très surpris d'avoir détonné au milieu de camarades par ma critique de l'œuvre d'Anatole France. Mon point de vue me paraissait si naturel pour un anarchiste que je suis alarmé maintenant de trouver parmi nous tant de divergences quant au jugement qu'on peut porter sur la Révolution française, sur la violence populaire et sur Anatole France lui-même. Cette discussion, si passionnante qu'elle soit, me paraît ainsi refléter un gros désarroi dans les idées.

Et d'abord, liquidons vite l'écrivain académicien. Personnellement, je ne l'ai jamais prisé. Si je considère « Crainquebille » comme un chef-d'œuvre, c'est qu'il y a dans cette petite histoire un maximum d'esprit, d'intelligence et de bonté. Anatole France l'a écrite, me semble-t-il, aux temps où, grâce à l'affaire Dreyfus, il était quelque peu mêlé au peuple, inspiré par lui, imprégné de la vie de la rue. Heureuse exception. Tout le reste m'a toujours paru d'un auteur de boudoir, et, ainsi que nous le disions entre copains, d'un « soyeux ».

Seulement beaucoup de socialistes et d'anarchistes le prennent très au sérieux, et le prennent pour un socialiste et pour un anarchiste. Pas un seul de nos journaux n'a jamais exprimé le sentiment prolétarien à l'égard du « maître ».

Allons, il s'agira de brûler ce qu'on a adoré. A ce point de vue, ce que dit R. est bien juste, quoiqu'il soit trop séduit encore par le côté littéraire des œuvres de France.

Beaucoup aiment d'ailleurs tel ou tel écrivain comme un ami, presque comme un guide. Et si quelqu'un vous montre tout d'un coup ce guide comme un homme de peu de confiance ,alors on se fâche presque, on est quelque peu désorienté. Il me semble que c'est un peu pour cela que plusieurs camarades m'ont envoyé leurs protestations. Mais qu'ils relisent attentivement Anatole France, qu'ils contrôlent leurs amitiés littéraires. Ils se rappelleront peut-être — outre le pamphlet réactionnaire qu'est « Les dieux ont soif » — le dernier chapitre de « Sur la pierre blanche ». Certains y ont vu l'adhésion du « maître-écrivain » au socialisme. Or il n'y avait là qu'une réminiscence du vieux socialisme autoritaire des socialistes du passé; les bons de travail jouaient le grand rôle et c'était un véritable cauchemar, ainsi que me l'écrit G. H., de lire cela, tant on se sentait comprimé, à l'étroit dans une pareille société. C'était à vous dégoûter du socialisme pour le reste de vos jours. De même, sous prétexte de critiquer les chefs bourgeois de la révolution française, Anatole France, par son amoncellement de mesquineries mises sur le dos des conventionnels, juges, foule anonyme, jurés, fédérés, arrive à vous donner des nausées pour tout ce qui regarde les révolutionnaires en général — à moins qu'on n'ait plutôt des nausées de la perfidie, du persiflage, de la mauvaise foi, du verbalisme effroyablement réactionnaire d'Anatole France lui-même.

Et je souhaite à tous les socialistes et anarchistes d'avoir ce dégoût-là, celui de l'écrivain et non pas des événements du XVIIIe siècle.

Car enfin, entendons-nous. Il y a eu des gens du peuple et des bourgeois parmi les révolutionnaires de 83 et de 93. On sait maintenant que les derniers ont agi surtout sous l'influence des premiers ,et que, comme le montre d'ailleurs le camarade R., le rôle des révolutionnaires de province est beaucoup plus grand qu'on ne l'a cru autrefois. Toutes les recherches de Kropotkine, ce qu'a reconnu l'historien officiel Aulard lui-même, ont d'ailleurs abouti à ce tableau plus exact de la révolution française: l'action révolutionnaire poursuivie essentiellement dans les faubourgs, dans les clubs, dans les villages, dans les hameaux, dans les ateliers, à la campagne, la révolution en un mot, fomentée, développée avant tout dans la masse du peuple, entraînant secondairement les classes bourgeoises .

Les progrès réalisés par ces luttes l'ont été au profit surtout des bourgeois, c'est vrai. Mais à chaque période, son œuvre historique. Nous ne ferions plus au XXe siècle un mouvement pour des droits politiques — au moins nous, anarchistes communistes, quoique ce ne soit pas encore si sûr que ça — mais il y a 120 ans, de pareils efforts paraissaient absolument nécessaires et légitimes aux révolutionnaires. Sans doute, Marat, Hébert, Babeut et quelques autres avaient vu ce que nous voyons maintenant, que la bourgeoisie tournait à son profit les sacrifices ,les héroïsmes populaires. Il n'empêche que tout n'a pas été perdu. Au total, en « bloc » — laissons le politicien Clemenceau de côté, même s'il a souvent parlé du bloc, laissons-le, car il n'a jamais été avec aucun mouvement révolutionnaire et avant même la déclaration de la Commune de 1871 il trahissait le peuple en manœuvrant pour lui reprendre ses armes (enquête parlementaire sur la Commune) en « bloc », la révolution française a jeté dans le monde des aspirations d'égalité et de liberté indéniables. Tenez, même dans le domaine de la santé publique cette bourrasque a fait du bien, et comme homme de métier je m'en réjouis fort. C'est du temps de la révolution française que datent les réclamations au sujet du droit à la santé. On voulait alors des médecins et pharmaciens non seulement pour les ducs et duchesses, pour les ci-devant et le clergé, mais pour tout le monde. On commença à créer des hospices, on fonda des écoles de sages-femmes, à surveiller les nourrices, à instituer des fonds pour les malades. Tenon, Cabanis, Doublet proposaient l'amélioration des services hospitaliers. Pinel, l'admirable Pinel, un homme de la révolution aussi celui-là, enlevait les chaînes aux aliénés. L'Eglise, la monarchie avaient accoutumé les gens à considérer les malades de la tête comme des animaux féroces qui devaient dévorer les gens dès qu'ils étaient lâchés; courageusement les frénétiques de la révolution firent confiance aux principes de liberté. S'ils n'en profitèrent pas, incontestablement le XIXe siècle en a profité, le XXe siècle encore plus, car l'hygiène a fait dès cet instant, des progrès immenses: peste, choléra, vérole ont disparu de nos régions, et bien d'autres calamités reculent. N'oublions pas dans cette lutte contre tous les ennemis de l'humanité les révolutionnaires de la grande révolution. Et la monarchie de droit divin, et la noblesse se relèveront-elles jamais ? C'est un débarras partiel que nous ne savons plus apprécier.

Encore une fois, notre œuvre à nous est autre. Les conditions de vie, les habitudes ont changé. Notre but à nous, c'est la révolution prolétarienne en vue de l'émancipation économique essentiellement. C'est entendu. Mais prétendre que tout ce qu'ont fait les révolutionnaires avant nous a été vain, me paraît d'un orgueil fou ou d'une incompréhension absolue de la vie.

Enfin, examinons la violence révolutionnaire. Tous, tant que nous sommes, nous avons horreur de la violence. L'individu qui use de sa force pour écraser autrui nous est odieux. Et c'est précisément pour empêcher plus longtemps le règne de la violence et de la force brutale que nous voulons nous unir entre gens du peuple, non pas pour devenir des violents à notre tour, des brutes, mais pour nous défendre. La violence révolutionnaire est une question de légitime défense, c'est une question de vie pour nous; c'est par respect, par amour pour la vie des nôtres, de nos enfants, de nos compagnes de labeur, que nous préconisons la lutte violente, la révolution. Il ne s'agit pas de théorie là-dedans, ni de crier que c'est pour que la peine de mort soit supprimée que nous voulons instituer la guillotine. De tels propos sont le fait d'un réactionnaire comme Anatole France. Ce n'est pas à travers la littérature que nous considérons la violence. C'est par nécessité organique, par besoin physiologique, par expérience douloureuse, par respect, par amour de la vie, par défense.

Notre révolution formera aussi un bloc, avec de beaux côtés, mais également avec des épisodes qui apparaîtront sans gloire. Qu'importe, nous ne pouvons rien renier, au fond. La situation d'exploités des enfants du peuple explique, légitime, serai-je tenté d'écrire, tous les actes. Il y en aura de choquants? Ce n'est pas à nous à nous y appesantir, car nous en connaissons de plus choquants dans la classe nantie. Faites l'examen de n'importe quelle abomination venant d'enfants du peuple, et réfléchissez; vous trouverez toujours pire de l'autre côté de la barricade. Et si vous réprouvez telle violence, ayez donc le bon sens, le sens de la justice, pour attaquer plus fortement, beaucoup plus fortement, les abominations plus grandes venant de la classe capitaliste. Ainsi donc, la violence révolutionnaire ne saurait être répudiée. Lorsqu'on est avec le peuple, qu'on est fier d'en être, qu'on veut son triomphe, on prend tout, et ses erreurs et sa générosité, et ses bassesses et son héroïsme devant le travail, devant l'adversité, devant la vie.

Qu'est-ce que ces révolutionnaires qui veulent prendre du peuple ses efforts admirables seulement, le 14 juillet, la Commune, telle grève magnifique, et qui veulent aussi retenir des dirigeants leur intelligeance, leur littérature, leur culture? Il n'y a pas moyen de concilier la classe productrice avec la classe bourgeoise. C'était bien à la Renaissance, c'était compréhensible à la révolution française. Mais il me semble qu'avec l'apparition de la grande industrie et du socialisme, la rupture devient nette, que tout au moins notre rôle à nous, anarchistes, est d'amener la rupture la plus complète entre le monde du travail et le monde capitaliste, car celui-ci est maintenant pur parasitisme.

Nous voilà bien loin du livre d'Anatole France: « Les dieux ont soif ». Tant mieux. Notre camarade R. voudrait atténuer la conception réactionnaire de France. Il pèche par bienveillance exagérée, tout simplement. Et si cette discussion, qui est loin d'être épuisée, à laquelle beaucoup de nos amis devraient prendre part, si nos échanges de vue pouvaient éveiller la méfiance des travailleurs à l'endroit des littérateurs pleins de « sagesse », ce sera déjà un bon résultat. La bourgeoisie aurait bien besoin, elle, de devenir sage. Quant à nous, ainsi que le disait ce brave Bakounine, il faut plutôt que nous ayons chacun un diable dans le corps.

J. W.